

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 07/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2

42 Rue de la Beauce
BP 89
28110 Lucé

Références : 242/RAPVI/IC230558 - VAT20230581
Code AIOT : 0010000242

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2 situé 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION Lucé/Châteauroux - Lucé 2
- 59 rue du Maréchal LECLERC 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000242
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement HYDRO EXTRUSION LUCE CHATEAUROUX dite Lucé 2 est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 1983 complété.

La principale activité exercée de traitement de surface est visée par la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées pour un volume de 325 m3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente du 19 octobre 2022
- gestion de la ressource en eau – arrêté ministériel sécheresse du 30 juin 2023
- moyens de lutte contre l'incendie
- installations électriques et protection contre la foudre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Implantation - Aménagement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
5	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Bilan Quadriennal	Arrêté Préfectoral du 11/12/2020, article 6	/	Sans objet
7	Prélèvement d'eau souterraine	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	/	Sans objet
8	Dispositions en cas de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations électriques et de protection contre la foudre sont maintenues en bon état et les moyens de lutte contre l'incendie en place font l'objet d'une vérification annuelle.

La demande de justification de la disponibilité de la ressource en eau en cas d'incendie et de son confinement, récurrente depuis l'inspection du 8 février 2021 sur la base de l'article 1.6.8 de l'arrêté préfectoral du 8 août 1983 n'a pas lieu d'être exigée à l'exploitant.

Le dimensionnement des besoins en matière d'extinction incendie et de confinement des eaux potentiellement polluées sont des exigences de l'arrêté ministériel du 30 juin 2066 et l'exploitant envisage la réalisation d'une étude d'ingénierie incendie pour procéder à leur dimensionnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2023
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, rampes fixes, tas de sable meuble avec pelles, etc. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : Aucune obligation de dimensionnement du besoin en eau d'extinction incendie et rétention des eaux potentiellement polluées ne relève de la prescription retenue.
Observations : Les notes de calculs D9 et D9A présentées dimensionnent le besoin en eau d'extinction d'incendie à 660 m3/h et le besoin en confinement de ces eaux potentiellement polluées à 1320 m3. Selon l'exploitant, ce dimensionnement basé sur la surface de la plus grande surface non recoupée n'est pas adapté aux risques d'incendie de l'installation. L'exploitant se propose de faire réaliser une étude d'ingénierie incendie pour dimensionner les besoins réels en eau d'extinction et en confinement des eaux potentiellement polluées de son établissement L'exploitant présente les mesures de débit des deux poteaux disponibles au niveau du village d'entreprises et situés au niveau du parking visiteur et du parking salarié. Le rapport de vérification de ces deux poteaux indique des débits respectifs à un bar de 65 m3/h et de 43 m3/h. L'évacuation des eaux pluviales de parking du village d'entreprises s'effectue dans le réseau communal côté rue du Maréchal Leclerc sans possibilité de mise en charge du réseau. La prescription relative aux moyens de lutte contre l'incendie est évaluée aux points de contrôle n°3 et n°4 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/1983, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 24/04/2023
Prescription contrôlée : L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent.
Constats : L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de la cellule HTA du TGBT 11 dès réception.
Observations : Par courriel du 9 janvier 2023, l'exploitant a transmis un compte-rendu Q18 de l'APAVE déclarant que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion sur les installations examinées lors de la vérification partielle. La prochaine vérification électrique est programmée le 2 octobre 2023. L'exploitant précise que la révision de la cellule HTA du TGBT 11 initialement prévue en semaine 8 de 2023 a été reportée par le sous-traitant au mercredi 4 janvier 2024. Le compte-rendu Q19 de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge ne relève aucune anomalie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Implantation - Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le rapport de vérification du 12 septembre 2023 relève que les RIA R001 à R005 doivent faire l'objet de travaux de réparation. La démonstration que l'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus n'est pas démontrée.
Observations : Le compte-rendu de vérification des extincteurs du 12 septembre 2023 ne relève aucune anomalie sur le parc d'extincteurs (sept extincteurs changés). Le compte-rendu relève également que les RIA R001 à R005 doivent faire l'objet de travaux de réparation et que des devis sont en cours d'élaboration par le prestataire. Le compte-rendu indique les dates de mise en service initiales des extincteurs sans préciser s'ils ont fait l'objet de révisions décennales et quinquennales à réaliser suivant leur date de mise en service. L'inspection rappelle que le suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple (tels que chaudières, autoclaves, tuyauteries, compresseurs, extincteurs,...) est encadré par l'arrêté du 20 novembre 2017 qui fixe l'obligation de documentation pour ces équipements. Par ailleurs, la note de calcul D9 présentée conclut à un besoin en eau d'extinction de 660 m3/h. Selon l'exploitant, ce dimensionnement basé sur la surface de la plus grande surface non recoupée n'est pas adapté aux risques d'incendie de l'installation. L'exploitant se propose de faire réaliser une étude d'ingénierie incendie pour dimensionner les besoins réels en eau d'extinction et en confinement des eaux potentiellement polluées de son établissement (cf point 4 du rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié
Constats : La capacité à confiner des eaux potentiellement polluées n'est pas évaluée
Observations : La note de calcul D9A dimensionne le besoin en confinement des eaux potentiellement polluées à 1320 m3. Selon l'exploitant, ce dimensionnement basé sur la surface de la plus grande surface non recoupée n'est pas adapté aux risques d'incendie de l'installation. L'exploitant se propose de faire réaliser une étude d'ingénierie incendie pour dimensionner les besoins réels en eau d'extinction et en confinement des eaux potentiellement polluées de son établissement

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : La vérification des installations de protection contre la foudre du 27/09/2023 n'a pas été réalisée de façon complète
Observations : L'exploitant présente le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 30 septembre 2022. Le rapport relève six observations. L'exploitant indique que les travaux de remise en état sont réalisés et qu'une vérification complète est programmée le 27 septembre 2023. Dans le temps de rédaction du rapport, l'exploitant a transmis le rapport de vérification complète qui conclut à l'absence d'observation <u>avec réserve</u> , car le bon fonctionnement de la tête du paratonnerre à dispositif d'amorçage n'a pu être vérifié faute de mise à disposition du boîtier de test et d'un moyen d'accès adapté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Bilan Quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2020, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines et des gaz de sols est réalisé tous les quatre ans. Le premier bilan couvrira la période 2019-2023. Le bilan est transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard 3 mois après la dernière campagne et devra faire apparaître l'évolution de la qualité des eaux souterraines avec tous les éléments d'appréciation [...]. À l'issue de chaque bilan quadriennal, le programme de surveillance pourra être allégé ou arrêté sur demande justifiée de l'exploitant et après validation par l'inspection des installations classées, ou renforcée sur proposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : L'exploitant a transmis le rapport de suivi des eaux souterraines du 7 mars 2023 réalisant le bilan du suivi des eaux souterraines durant la campagne de mesures de novembre 2022 en période de hautes eaux. Il est rappelé l'obligation de transmission du bilan quadriennal à l'inspection des installations classées dans les trois mois suivant la dernière campagne de mesures de la qualité des eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvement d'eau souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : La consommation annuelle d'eau de forage de l'établissement est de 58790 m3 en 2022. L'arrêté ministériel du 30 juin 2023 est applicable à l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Justification des réductions de prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ; 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018. [...] III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er. Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : L'alinéa 3 de l'article 3 de l'arrêté ministériel ne soumet pas aux obligations fixées à l'article 2 les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018. L'exploitant présente en inspection un état des prélèvements d'eau depuis 2018. La consommation d'eau relevée en 2018 à 77 000 m ³ a diminué à 58 790 m ³ en 2022, soit une réduction de 24 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet